

**Art. 12.** In artikel 25bis van hetzelfde besluit ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "artikel 37 van het decreet 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt" vervangen door de woorden "artikel 51bis van het decreet.";

2° in het derde lid, worden de woorden "Energiefonds" vervangen door de woorden "Fonds voor energie en duurzame ontwikkeling".

**Art. 13.** In artikel 34 van hetzelfde besluit wordt het woord "CREG" vervangen door het woord "CWaPE".

**Art. 14.** In artikel 37bis, eerste lid, ingevoegd bij het besluit van 28 februari 2008 worden de woorden "artikel 46, § 2, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt" vervangen door de woorden "artikel 2, 58°, van het decreet".

**Art. 15.** In artikel 45 van hetzelfde besluit wordt het woord "CREG" vervangen door het woord "CWaPE".

**Art. 16.** De artikelen 5, 6, 7, 8, 9 en 10 van dit besluit hebben uitwerking op 1 juli 2014.

**Art. 17.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 september 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204577]

**24 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 32, 33 modifiés par le décret du 17 juillet 2008;

Vu l'arrêté du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Vu l'avis n° CD-15f18-CWaPE-1493 de la CWaPE donné le 18 juin 2015;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 57.934/2/V du Conseil d'État, donné le 2 septembre, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz est remplacé par ce qui suit :

« Le présent arrêté assure, pour ce qui concerne les compétences de la Région wallonne, la transposition partielle de la Directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la Directive 2003/55/CE ainsi que de la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE. ».

**Art. 2.** Dans l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est abrogé;

b) le 3° est remplacé par ce qui suit : « Commission » : commission locale pour la prévention des coupures et des interruptions de fourniture, en abrégé « commission locale pour l'énergie », instituée par l'article 31<sup>quater</sup> du décret »;

c) le 4° est remplacé par ce qui suit : « médiateur de dettes » : l'institution agréée en application de la partie 2, livre 1<sup>er</sup>, du titre III du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, du Chapitre I du décret de la Communauté germanophone du 29 avril 1996 concernant la médiation et l'apurement de dettes et le médiateur visé à l'article 1675/17 du Code judiciaire »;

d) le 5° est remplacé par ce qui suit : « Fonds énergie et du développement durable » : fonds visé à l'article 51bis du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité »;

e) le 11° est remplacé par ce qui suit : « registre d'accès » : le registre visé à l'article 2, 44°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz en Région wallonne et l'accès à ceux-ci »;

f) le 12° est abrogé.

**Art. 3.** L'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, est modifié comme suit :

1° la phrase « Le contrat de fourniture contient, au minimum, les informations suivantes » est remplacée comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le contrat de fourniture et ses avenants contiennent, au minimum, les informations suivantes : »;

2° un o) rédigé comme suit est ajouté :

« o) les coordonnées de contact, en ce compris l'adresse de courrier électronique, d'organismes indépendants de conseil aux consommateurs, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auprès desquels ils peuvent obtenir des conseils sur les mesures existantes en matière d'efficacité énergétique, sur les profils de référence correspondant à leur consommation d'énergie et sur les spécifications techniques d'appareils consommateurs d'énergie qui peuvent permettre d'en réduire la consommation. ».

**Art. 4.** A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par le 15° rédigé comme suit :

« 15° les coordonnées de contact (y compris les adresses internet) d'associations de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie. »;

2° le paragraphe 2 est complété par le 9° rédigé comme suit :

« 9° les coordonnées de contact (y compris les adresses internet) d'associations de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie. »;

3° au paragraphe 4, les mots « soixante jours suivant la date de communication du relevé des compteurs transmis par le gestionnaire de réseau à la demande du fournisseur » sont remplacés par les mots « six semaines après que ce changement a eu lieu ».

**Art.5.** Dans le même arrêté, un article 7*bis* est inséré rédigé comme suit : « Art. 7*bis*. Les sites Internet destinés aux particuliers contiennent au minimum les informations suivantes : les coordonnées de contact (y compris les adresses internet) d'associations de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie. ».

**Art. 6.** Dans l'article 29*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « l'article 37 du décret » sont remplacés par les mots « l'article 51*bis* du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « Fonds énergie » sont remplacés par les mots « Fonds énergie et du développement durable ».

**Art. 7.** Dans l'article 36 du même arrêté, le mot « CREG » est remplacé par le mot « CWaPE ».

**Art. 8.** Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 septembre 2015.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,  
P. FURLAN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204577]

#### 24. SEPTEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 32 und 33, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt;

Aufgrund des am 18. Juni 2015 abgegebenen Gutachtens der CWaPE CD-15f18-CWaPE-1493;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 2. September 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates 57.934/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Durch den vorliegenden Erlass werden, was die Zuständigkeiten der Wallonischen Region angeht, die Richtlinie 2009/73/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/55/EG sowie die Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG teilweise umgesetzt.“

**Art. 2** - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 2 wird aufgehoben;

b) Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt: "Kommission": die durch Artikel 31<sup>quater</sup> des Dekrets eingeführte lokale Kommission für die Verhinderung der Sperrung und der Unterbrechung der Versorgung, abgekürzt "lokale Kommission für Energie";

c) Ziffer 4 wird durch Folgendes ersetzt: "'Schuldenvermittler": die in Anwendung von Titel III, Buch 1, Teil 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Gesundheit und die Sozialen Maßnahmen, von Kapitel I des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 29. April 1996 über Schuldnerberatung und Entschuldung gegründete Einrichtung und der Schuldenvermittler im Sinne von Artikel 1675/17 des Gerichtsgesetzbuches";

d) Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt: "'Fonds für Energie und nachhaltige Entwicklung": der Fonds im Sinne von Artikel 51<sup>bis</sup> des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;";

e) Ziffer 11 wird durch Folgendes ersetzt: "'Zugangsregister": das in Artikel 2, Ziffer 44 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 über die technische Regelung für den Betrieb der Gasverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen erwähnte Register";

f) Ziffer 12 wird aufgehoben.

**Art. 3** - Artikel 4 § 1 desselben Erlasses, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 abgeändert, wird folgendermaßen abgeändert:

1° der Satz "Der Liefervertrag enthält mindestens folgende Informationen" wird durch folgenden Satz ersetzt:

"§ 1. Der Liefervertrag und seine Nachträge enthalten mindestens folgende Informationen: ";

2° ein Buchstabe o) mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

"o) die Kontaktdaten, einschließlich der E-Mail-Adresse, von unabhängigen Verbraucherberatungsstellen, von Energieagenturen oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie über bestehende Maßnahmen im Bereich der Energieeffizienz, über Referenzprofile, die ihrem Energieverbrauch entsprechen, und über technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte, anhand deren ihr Verbrauch verringert werden kann, beraten werden können."

**Art. 4** - In Artikel 7 desselben Erlasses, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 abgeändert worden ist, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird um eine Ziffer 15 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"15° die Kontaktdaten (einschließlich der Internet-Adressen) von Endkundenschutzvereinigungen, von Energieagenturen oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie Informationen über bestehende Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, über vergleichbare Endkundenprofile und über objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte erhalten können.;"

2° Paragraph 2 wird um eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9° die Kontaktdaten (einschließlich der Internet-Adressen) von Endkundenschutzvereinigungen, von Energieagenturen oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie Informationen über bestehende Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, über vergleichbare Endkundenprofile und über objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte erhalten können.;"

3° in Paragraph 4 werden die Wörter "innerhalb von sechzig Tagen nach dem Erhalt der Ablesequittung, die vom Betreiber des Verteilernetzes für den Anbieter ausgestellt wurde" durch "innerhalb von sechs Wochen, nachdem diese Änderung stattgefunden hat".

**Art. 5** - Es wird ein Artikel 7<sup>bis</sup> mit folgendem Wortlaut in denselben Erlass eingefügt:

"Art. 7<sup>bis</sup> - Die Webseiten für Privatpersonen enthalten mindestens folgende Informationen: die Kontaktdaten (einschließlich der Internet-Adressen) von Endkundenschutzvereinigungen, von Energieagenturen oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie Informationen über bestehende Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, über vergleichbare Endkundenprofile und über objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte erhalten können."

**Art. 6** - In Artikel 29<sup>bis</sup> desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 Ziffer 2 werden die Wörter "Artikel 37 des Dekrets" durch "Artikel 51<sup>bis</sup> des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts" ersetzt;

2° in Absatz 3 werden die Wörter "Energiefonds" durch "Fonds für Energie und nachhaltige Entwicklung" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 36 desselben Erlasses wird das Wort "CREG" durch das Wort "CwaPE" ersetzt.

**Art. 8** - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. September 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204577]

**24 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, de artikelen 32, 33, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008;

Gelet op het besluit van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt;

Gelet op het advies nr. CD-15f18-CWaPE-1493 van de CWaPE, gegeven op 18 juni 2015;

Gelet op het rapport opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 57.934/2/V van de Raad van State, gegeven op 2 september, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt wordt vervangen door wat volgt :

“Richtlijn 2009/73/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en houdende intrekking van Richtlijn 2003/55/EG, alsook Richtlijn 2012/27/EU van het Waals Parlement en van de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, houdende wijziging van de Richtlijnen 2009/125/EG en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG worden bij dit besluit gedeeltelijk omgezet wat de bevoegdheden van het Waalse Gewest betreft.”

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 2° wordt opgeheven;

b) 3° wordt vervangen als volgt : “”Commissie” : plaatselijke commissie betreffende bericht van onderbreking, afgekort “Plaatselijke commissie voor energie”, ingesteld bij artikel 31 quater van het decreet”;

c) 4° wordt vervangen als volgt : “”schuldbemiddelaar” : de instelling erkend krachtens Deel 2, Boek 1, van Titel III van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, van Hoofdstuk I van het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 29 april 1996 betreffende de schuldbemiddeling en de afbetaling van schulden en de schuldbemiddelaar bedoeld in artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek”;

d) 5° wordt vervangen als volgt : “Fonds voor energie en duurzame ontwikkeling” : het fonds bedoeld in artikel 51 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt”;

e) punt 11° wordt vervangen als volgt : “”toegangsregister” : het register bedoeld in artikel 2, 44°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest alsook de toegang daartoe”;

f) punt 12° wordt opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, wordt gewijzigd als volgt :

1° de zin “Het leveringscontract bevat hoe dan ook de volgende gegevens” wordt vervangen als volgt :

“ § 1. Het leveringscontract en de aanhangsels ervan bevatten hoe dan ook de volgende gegevens : ”;

2° een punt o) wordt toegevoegd, luidend als volgt :

“o) de contactgegevens, e-mail inbegrepen, van onafhankelijke adviesinstellingen voor de consumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen bij wie ze advies kunnen inwinnen over de bestaande maatregelen inzake energie-efficiëntie, de referentieprofielen die met hun energieverbruik overeenstemmen en de technische specificaties van energieapparaten die het verbruik kunnen verminderen.”.

**Art. 4.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 15°, luidend als volgt :

“15° de contactgegevens (e-mail inbegrepen) van verenigingen voor de bescherming van eindconsumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur.”;

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

“9° de contactgegevens (e-mail inbegrepen) van verenigingen voor de bescherming van eindconsumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur.”;

3° in paragraaf 4, worden de woorden “zestig dagen volgend op de datum van mededeling van de meterstand die door de netbeheerder op vraag van de leverancier wordt overgemaakt” vervangen door de woorden “zes weken nadat deze verandering plaatsgevonden heeft”.

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 7bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 7bis. De websites bestemd voor particulieren bevatten minstens de volgende inlichtingen : de contactgegevens (e-mail inbegrepen) van verenigingen voor de bescherming van eindconsumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur.”.

**Art. 6.** In artikel 29bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden “artikel 37 van het decreet” vervangen door de woorden “artikel 51bis van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.”;

2° in het derde lid, worden de woorden “Energiefonds” vervangen door de woorden “Fonds voor energie en duurzame ontwikkeling”.

**Art. 7.** In artikel 36 van hetzelfde besluit wordt het woord “CREG” vervangen door het woord “CWaPE”.

**Art. 8.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 september 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN